

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

AVENANT N° 11 DU 16 OCTOBRE 2013

À L'ACCORD DU 22 MARS 1982

RELATIF AU STATUT DU PERSONNEL

NOR : ASET1351213M

Entre :

Le CCCA-BTP,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP ;

Le SNP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord constitue un avenant de révision à l'accord collectif du 22 mars 1982 portant statut du personnel des associations chargées de la gestion des CFA du bâtiment relevant du CCCA-BTP et de ses avenants étendus par arrêté ministériel du 25 octobre 2004.

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions des articles 110, 210, 310 et 410 de l'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné.

L'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné intégrera les dispositions de ses articles 110, 210, 310 et 410 révisés conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Dépôt et notification

Le présent avenant est établi en 10 exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales nationales et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2331-6 du code du travail.

Article 3

Date d'application

La date d'application des nouvelles dispositions des articles 110, 210, 310 et 410 de l'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné est fixée au 1^{er} janvier 2014.

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant dans les conditions fixées par les dispositions légales.

Fait à Paris, le 16 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Article 1^{er}

Le présent avenant s'applique aux associations régionales paritaires ayant conclu une convention de relations avec le CCCA-BTP entrant dans le champ de l'accord collectif du 22 mars 1982 portant statut du personnel des associations chargées de la gestion des CFA du bâtiment relevant du CCCA-BTP.

Il concerne l'ensemble des salariés desdites associations, toutes catégories confondues, quelle que soit la nature de leurs contrats de travail.

Article 2

L'intitulé de l'article 110 « Retraite-prévoyance » du titre I^{er} « Personnel de direction » de l'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné est remplacé par l'intitulé suivant : « Retraite ».

L'article 110 est annulé et remplacé par la rédaction suivante :

« A la suite du processus de régionalisation, il est apparu nécessaire d'uniformiser les taux de répartition des cotisations de retraite complémentaire obligatoire auprès des institutions compétentes.

Dans ces conditions, la répartition des cotisations entre l'employeur et le salarié s'opérera conformément à la réglementation en vigueur à ce jour, à savoir :

- pour les retraites ARRCO, celle fixée à l'article 15, alinéa 1, de l'accord national interprofessionnel de retraite complémentaire du 8 décembre 1961 ;
- pour les retraites AGIRC, celle fixée à l'article 6 (2 D et F) et à l'article 1^{er} de l'annexe III de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947. »

Article 3

L'intitulé de l'article 210 « Retraite-prévoyance » du titre II « Personnel enseignant, d'éducation et d'animation » de l'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné est remplacé par l'intitulé suivant : « Retraite ».

L'article 210 est annulé et remplacé par la rédaction suivante :

« A la suite du processus de régionalisation, il est apparu nécessaire d'uniformiser les taux de répartition des cotisations de retraite complémentaire obligatoire auprès des institutions compétentes.

Dans ces conditions, la répartition des cotisations entre l'employeur et le salarié s'opérera conformément à la réglementation en vigueur à ce jour, à savoir, pour les retraites ARRCO, celle fixée à l'article 15, alinéa 1, de l'accord national interprofessionnel de retraite complémentaire du 8 décembre 1961. »

Article 4

L'intitulé de l'article 310 « Retraite-prévoyance » du titre III « Personnel administratif » de l'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné est remplacé par l'intitulé suivant : « Retraite ».

L'article 310 est annulé et remplacé par la rédaction suivante :

« A la suite du processus de régionalisation, il est apparu nécessaire d'uniformiser les taux de répartition des cotisations de retraite complémentaire obligatoire auprès des institutions compétentes.

Dans ces conditions, la répartition des cotisations entre l'employeur et le salarié s'opérera conformément à la réglementation en vigueur à ce jour, à savoir, pour les retraites ARRCO, celle fixée à l'article 15, alinéa 1, de l'accord national interprofessionnel de retraite complémentaire du 8 décembre 1961. »

Article 5

L'intitulé de l'article 410 « Retraite-prévoyance » du titre IV « Personnel de service » de l'accord collectif du 22 mars 1982 susmentionné est remplacé par l'intitulé suivant : « Retraite ».

L'article 410 est annulé et remplacé par la rédaction suivante :

« A la suite du processus de régionalisation, il est apparu nécessaire d'uniformiser les taux de répartition des cotisations de retraite complémentaire obligatoire auprès des institutions compétentes.

Dans ces conditions, la répartition des cotisations entre l'employeur et le salarié s'opérera conformément à la réglementation en vigueur à ce jour, à savoir, pour les retraites ARRCO, celle fixée à l'article 15, alinéa 1, de l'accord national interprofessionnel de retraite complémentaire du 8 décembre 1961. »